

Marché ayant pour objet

Action d’ingénierie pour la création d’une certification de Tuteur – Maître d’apprentissage dans le secteur Sanitaire, Social et Médico-Social privé à but non lucratif et du dossier complet d’enregistrement au Répertoire spécifique (RS) de France compétences

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**VALANT**

**ACTE D’ENGAGEMENT**

|  |
| --- |
| **Pouvoir adjudicateur** |
| **OPCO Santé**  31 rue Anatole France 92309 LEVALLOIS-PERRET  Site internet : [https://www.opco-](https://www.opco-sante.fr/prehome) [sante.fr/prehome](https://www.opco-sante.fr/prehome) |

**SOMMAIRE**

Table des matières

[ARTICLE 1 PRÉAMBULE 3](#_Toc84434421)

[ARTICLE 2 PRÉSENTATION DE LA GOUVERNANCE DU MARCHÉ 3](#_Toc84434422)

[ARTICLE 3 OBJET DU MARCHÉ 5](#_Toc84434423)

[3.1 Contexte 5](#_Toc84434424)

[ARTICLE 4 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ 6](#_Toc84434425)

[4.1 Méthodologie de travail 6](#_Toc84434426)

[4.2 Organisation et pilotage des travaux 6](#_Toc84434427)

[4.3 Livrables attendus 7](#_Toc84434428)

[4.4 PROPRIETE INTELLECTUELLE DES LIVRABLES 8](#_Toc84434429)

[ARTICLE 5 CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ 8](#_Toc84434430)

[ARTICLE 6 ENGAGEMENT DU MARCHE 10](#_Toc84434431)

[6.1 Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire 10](#_Toc84434432)

[6.2 Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations 11](#_Toc84434433)

[6.3 Compte (s) à créditer : 11](#_Toc84434434)

[6.4 Durée d’exécution du marché 11](#_Toc84434435)

[ARTICLE 7 – Signatures 12](#_Toc84434436)

[7.1 Identification et signature de l’attributaire 12](#_Toc84434437)

[7.2 Désignation de l’acheteur : 12](#_Toc84434438)

# PRÉAMBULE

Le présent marché est encadré par le Code de la commande publique regroupant les deux textes suivants :

* L’ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique (articles précédés d’un L.) ;
* Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie règlementaire du Code de la commande publique (articles précédés d’un R.).

# PRÉSENTATION DE LA GOUVERNANCE DU MARCHÉ

La Commission Paritaire Nationale Emploi Formation Professionnelle (CPNE-FP) du Secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif, a sollicité les services techniques de l’OPCO Santé pour le pilotage des travaux visant une action d’ingénierie pour la création d’une certification de Tuteur – Maître d’apprentissage dans le secteur Sanitaire, Social et Médico-Social privé à but non lucratif et de la création du dossier complet d’enregistrement au Répertoire spécifique (RS) de France compétences.

**Le Secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif**

Le Secteur des activités sanitaires sociales et médico-sociales privé à but non lucratif représente 785 000 salariés qui soignent et accompagnent près de 3 millions de personnes chaque année. Il se caractérise par une grande diversité d’emplois avec près de 90 métiers différents (aide-soignant, infirmier, moniteur-éducateur, éducateur spécialisé, accompagnant éducatif et social, moniteur d’atelier, éducateur technique spécialisé, médecin, assistant social, psychologue, etc.) qui travaillent au sein de 21 800 établissements également diversifiés (ESAT, maisons d’enfants, centres d’hébergement d’urgence, centres de lutte contre le cancer, établissements pour enfants ou adultes handicapés, maisons de retraite, établissements sanitaires,…).

Parmi les établissements ayant une activité sanitaire, sociale et médico-sociale, ceux accueillant des personnes âgées sont au nombre de 3 334 et emploient 130 000 professionnels et ceux accueillant des personnes handicapées, 8 361 pour 295 000 salariés.

Le Secteur est l’un des plus importants secteurs d’activité avec la métallurgie, le bâtiment et l’hôtellerie-restauration. Avec 785 000 salariés, c’est un acteur majoritaire de l’économie sociale. Il représente 33 % des effectifs de l’économie sociale et solidaire et 24% des effectifs du champ « santé action sociale » regroupant l’ensemble des établissements publics, privés lucratifs et privés non lucratifs intervenant sur ces champs d’activité.

**La CPNE-FP du secteur**

La CPNE-FP du Secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif a pour missions d’anticiper les évolutions en terme d’emploi/formation, d’accompagner les structures face aux évolutions de leur environnement (évolution des attentes des personnes accompagnées et de leur famille, évolution de la commande publique, évolution vers une offre plus inclusive) et leurs impacts sur les métiers et les compétences des professionnels.

Elle va donc définir les priorités en matière d’emploi et de formation pour le secteur, ainsi qu’un certain nombre d’actions de mises en œuvre de ces orientations politiques. Pour certaines, elle s’appuiera sur le concours des services techniques de l’OPCO Santé.

C’est dans ce cadre également qu’elle porte un certain nombre de certifications propres au Secteur et labellise les organismes de formation habilités à dispenser les formations conçues et mises en œuvre par le Secteur (titre de moniteur d’atelier, tuteur, maître d’apprentissage, surveillant de nuit, maîtresse de maison...).

Enfin, depuis la réforme portée par la loi « avenir professionnelle » elle est en charge de la définition des coûts contrats pour les contrats d’apprentissage.

La CPNE-FP est composée de 16 membres titulaires, 8 représentants au titre du collège employeurs et 8 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau du Secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif. Les organisations constitutives du collège employeurs sont : NEXEM, la FEHAP, UNICANCER et la Croix-Rouge française. Les organisations constitutives du collège salariés sont : La CGT, la CFDT, FO et SUD.

En région la CPNE-FP s’appuie sur des délégations régionales constituées paritairement.

**L’OPCO Santé**

En référence à la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, l’opérateur de compétences (OPCO) santé a été créé par son accord constitutif du 26 février 2019. L’OPCO Santé rassemble des branches présentant une cohérence de champ économique et social et à vocation à rassembler largement les branches professionnelles ayant des métiers en commun, qui relèvent du même cadre d’action réglementé ou qui constituent des périmètres communs aux parcours professionnels des salariés.

L’OPCO Santé représente près de 10 000 structures, 27 150 entreprises et plus de 915 000 ETP.

L’OPCO Santé est géré par un conseil d’administration paritaire composé de la FEHAP, la FHP, NEXEM, le SYNERPA, UNICANCER, PRESANSE et UNISSS et de trois organisations représentatives de salariés : CFDT, CGT et FO.

Ses missions sont :

- D’assurer le financement des contrats d’apprentissage et de professionnalisation, selon les niveaux de prise en charge fixés par les branches professionnelles ;

- D’apporter un appui technique aux branches professionnelles, notamment, pour établir la GPEC et les accompagner dans leur mission de certification

- D’assurer un service de proximité au bénéfice des très petites, petites et moyennes entreprises.

L’OPCO Santé est structuré en 13 services régionaux relayés par un siège national.

**L’OPCO Santé, en application de la demande de la CPNE-FP du Secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif souhaite donc confier à un prestataire la conduite d’une action d’ingénierie pour la création d’une certification de Tuteur – Maître d’apprentissage contextualisée au secteur Sanitaire, Social et Médico-Social privé à but non lucratif et de la création du dossier complet d’enregistrement au Répertoire spécifique (RS) de France compétences.**

# OBJET DU MARCHÉ

L’objet de ce marché est la réalisation d’une action d’ingénierie pour la création d’une certification de Tuteur – Maître d’apprentissage contextualisée au secteur Sanitaire, Social et Médico-Social privé à but non lucratif basée sur la méthodologie de France compétence notamment sur le formalisme requis dans l’écriture des référentiels et de l’élaboration du dossier complet d’enregistrement au Répertoire spécifique (RS) de France compétences.

Il s'agit d'un marché sans publicité ni mise en concurrence en application des articles L2122-1 et R2122-8 du code de la commande publique.

**Le montant maximum du marché est de 40 000 € HT.**

## Contexte

Dans le secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif, la formation par l’alternance a toujours fait l'objet d'une attention particulière et d'un fort engagement des partenaires sociaux. Cet engagement se concrétise notamment par la formalisation en 2001 d’un référentiel de fonction/mission et des objectifs de formation des tuteurs (tuteur spécifique à la préparation d’une qualification et maitre d’apprentissage).

Les enjeux portés par les partenaires sociaux du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales en termes de soutien à la qualification des salariés et au développement de leurs compétences tout au long de la vie trouvent leurs modes opératoires dans les dispositions de l’accord de branche de Septembre 2020. Cet accord, inscrit dans le cadre du titre I de la loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel », prévoit un rôle accru des branches professionnelles dans le développement de l’apprentissage et des politiques de certification.

Le secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif ayant pour ambition de multiplier par deux le nombre d’apprentis en trois ans, a maintenu au sein de son dernier accord des dispositions réglementaires de désignation d’un tuteur pour encadrer les salariés nouvellement recrutés. Ainsi, pour chaque titulaire d’un contrat d’apprentissage/ professionnalisation l’employeur désignera un maître d’apprentissage/tuteur parmi les salariés qualifiés de la structure.

Pour assurer cette fonction, ces maîtres d’apprentissage/tuteurs doivent être formés pour leur permettre d’exercer correctement leur mission.

Fort de cette expérience, aujourd’hui le secteur va plus loin et souhaite rendre cette formation certifiante pour valoriser l’acquisition des compétences nécessaires à l’exercice de ces fonctions de tutorat. Cette certification de tuteur/Maître d’apprentissage sera contextualisée à l’environnement de travail spécifique du secteur.

# DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

## Méthodologie de travail

Les attendus exprimés ci-dessous ont pour objectif d’indiquer le niveau d’intervention attendu. Ils dressent un inventaire des attentes du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif. Ces attentes feront l’objet de discussion et d’échange pendant la phase de cadrage.

La création de la certification s’appuiera sur :

* Les missions des maîtres d’apprentissage/tuteurs définies par les partenaires sociaux dans l’accord de branche
* Une analyse de la formation du tuteur/maître d’apprentissage mise en œuvre par le secteur et des conditions permettant la création de la certification
* Une analyse des certifications/formations déjà existantes au Répertoire spécifique (RS) en vue de la création de passerelles (possibles) notamment avec la certification du Ministère du travail
* Une enquête et des entretiens qualitatifs auprès des structures, des tutorés et des tuteurs/maîtres d’apprentissage afin de définir les compétences et les postures spécifiques au secteur
* Les principes de conception d’une certification contextualisée au secteur au sens du Répertoire spécifique

## Organisation et pilotage des travaux

Le secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif est le bénéficiaire des résultats de cette prestation, pour autant, le suivi sera assuré par la responsable certification de l’OPCO Santé. C’est elle qui pilote les travaux de l’étude par délégation de la Commission Paritaire Nationale de l’Emploi et de la Formation.

La responsable certification a notamment pour mission de veiller au bon avancement des travaux menés par le prestataire et d’apporter des éclairages aux membres de la CPNE-FP en cours d’étude et jusqu’à la validation des livrables si nécessaire. Des comités techniques de pilotage pourront être organisés autant que besoin tout au long de la démarche.

Le comité technique de pilotage aura pour mission de :

* Assurer le suivi de l’action,
* Valider les orientations prises dans le cadre du suivi technique,
* Proposer des aménagements en cas de difficultés,
* Assurer une bonne cohésion entre les différents acteurs (prestataire, OPCO Santé, CPNE-FP).

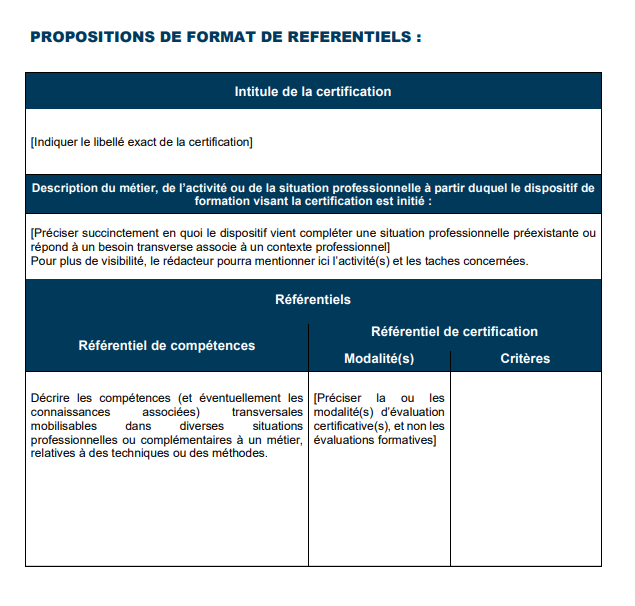
Dans le cadre de cette étude, le prestataire devra prévoir au minimum trois comités techniques de pilotage : un de cadrage au démarrage de l’étude, un de suivi et/ou d’ajustement en cours d’étude et un de pré-restitution des travaux en Groupe technique paritaire avec des membres de la CPNE-FP.

Une restitution finale des travaux sera faite à la Commission Paritaire Nationale de l’Emploi et de la Formation Professionnelle du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif à la livraison de l’étude.

## Livrables attendus

Le prestataire devra fournir les livrables finaux suivants :

* L’ingénierie de certification basée sur la méthodologie de France compétence notamment sur le formalisme requis dans l’écriture des référentiels selon le format ci-dessous :



* Le dossier complet d’enregistrement au Répertoire spécifique (RS) de France compétences

(  <https://www.francecompetences.fr/app/uploads/2020/12/FC_Guide_RS_final_interactif.pdf>)

* Une synthèse communicante sur la certification
* Les documents ayant permis la réalisation des travaux (bibliographie exhaustive des sources utilisées, guides d’entretien, profils des personnes / entreprises sollicitées …).

## PROPRIETE INTELLECTUELLE DES LIVRABLES

S’agissant des livrables, tableaux de bords, rapport d’études, et plus globalement, tout livrable et toute documentation élaborée spécifiquement pour l’OPCO Santé, dans le strict périmètre du présent accord-cadre est la propriété exclusive de l’OPCO Santé.

# CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Le Titulaire du Marché s’engage à préserver la confidentialité de tous faits, informations et décisions relatifs à la formation et l’exécution du Marché mais également de l’ensemble des échanges écrits et oraux qu’il peut avoir avec le Pouvoir adjudicateur à ce sujet.

Cette obligation de confidentialité comprend aussi toute informations et données auxquelles le Titulaire du marché peut avoir accès dans le cadre de celui-ci concernant l’organisation institutionnelle du pouvoir adjudicateur et les modalités de gestion de son activité.

Si l’objet du marché le justifie, cette obligation de confidentialité couvre également toutes les données personnelles du Pouvoir adjudicateur qu’il convient d’entendre au sens de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles mettant le Droit français en conformité avec le contenu du Règlement Général européen sur la Protection des Données (RGPD).

Au titre de cette obligation de confidentialité, le Titulaire s’engage à :

* considérer comme secrets les informations, échanges et données susmentionnés (ci-après « les Eléments ») ;
* traiter ces Elément avec le même degré de précaution qu’il emploie pour protéger ces propres informations confidentielles ;
* ne révéler ces Eléments qu’aux membres de son personnel impliqués dans l’exécution de la Prestation, toute révélation à des personnes tierces et extérieures étant interdite ; prendre toutes mesures nécessaires vis-à-vis des membres de son personnel impliqué dans l’exécution de la Prestation afin que ces derniers préservent la confidentialité de ces Eléments.

# PRIX DU MARCHE

Le marché est traité à prix forfaitaire.

Les coûts sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, à l’assurance et aux déplacements éventuels des agents du titulaire, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l’exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les prix sont indiqués hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

## Modalité de variation des prix

Le prix du marché est ferme pendant toute la durée de son exécution.

## Unité monétaire

Le marché est notifié en euros, avec un montant arrondi à deux (2) décimales.

## Indemnisation

La diminution ou l'augmentation du montant contractuel, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire.

# ENGAGEMENT DU MARCHE

## Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

*(Cocher les cases correspondantes.)*

**Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l’accord-cadre suivantes,**

CCP valant acte d’engagement et ses annexes ;

CCAG – FCS

Autres : ……………………………………………………………………………………………

et conformément à leurs clauses,

Le signataire

s’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

engage la société ……………………… sur la base de son offre ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

L’ensemble des membres du groupement s’engagent, sur la base de l’offre du groupement ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

à exécuter les prestations demandées :

au prix indiqués dans l’annexe financière jointe au présent document.

## Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

*(en cas de groupement d’opérateurs économiques.)*

Pour l’exécution du marché ou de l’accord-cadre, le groupement d’opérateurs économiques est :

*(Cocher la case correspondante.)*

conjoint OU  solidaire

*(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignation des membres**  **du groupement conjoint** | **Prestations exécutées par les membres****du groupement conjoint** | |
| **Nature de la prestation** | **Montant HT**  **de la prestation** |
|  |  |  |
|  |  |  |

## Compte (s) à créditer :

*(Joindre un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal.)*

* Nom de l’établissement bancaire :
* Numéro de compte :

## Durée d’exécution du marché

Le marché est d’une durée telle que définit par le titulaire dans le planning joint à son offre.

|  |
| --- |
| – SIGNATURES |

## Identification et signature de l’attributaire

A …………………… , Le……………………

**Signature du titulaire du marché**

Nom, prénom, qualité du signataire de l’accord-cadre :

*(Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.)*

**Pour …. :**

*(Visa ou avis de l’autorité chargée du contrôle financier.)*

Signature

*(Représentant habilité à signer le marché ou l’accord-cadre)*

## Désignation de l’acheteur :

OPCO Santé

Nom, prénom, qualité du signataire de l’accord-cadre :

Jean-Pierre Delfino, Monsieur le Directeur général de l’OPCO Santé

**Pour OPCO Santé :**

*(Visa ou avis de l’autorité chargée du contrôle financier.)*

Signature

*(Représentant de l’acheteur habilité à signer le marché ou l’accord-cadre)*